

n/réf. 74-D-104

Le 10 avril 1974

RAPPORT ANNUEL DU  
REPRESENTANT DU CONSEIL SUPERIEUR

Au 1er janvier 1974 les effectifs scolaires s'élevaient à 8.867 élèves, ce qui constitue une augmentation d'environ 550 élèves par rapport au 1er janvier 1973. L'augmentation est particulièrement sensible à Bruxelles et à Luxembourg. Elle résulte en grande partie de l'élargissement des Ecoles européennes à la suite de l'adhésion de nouveaux Etats-membres. Cette année encore des demandes d'inscription ont dû être refusées à la suite du manque de locaux de certaines Ecoles. C'est ainsi que l'Ecole européenne de Bruxelles a dû refuser l'admission à l'école maternelle des enfants âgés de moins de cinq ans.

Les Ecoles européennes de Karlsruhe et de Bergen continuent à se développer de façon satisfaisante ; elles ont surmonté les difficultés de croissance qu'elles ont connues il y a six ou sept ans et leur existence a désormais des bases solides.

Répartition des élèves par cycle d'études  
au 1er janvier 1974

	<u>Maternel</u>	<u>Primaire</u>	<u>Secondaire</u>	<u>Total</u>
Luxembourg	235	824	836	1.895
Bruxelle	122	1.372	1.313	2.807
Mol	125	476	469	1.070
Varese	192	806	761	1.759
Karlsruhe	60	395	351	806
Bergen	121	246	163	530
	855	4.119	3.893	8.867



L'école complémentaire n'apparaît plus dans ce tableau.

Elle a été supprimée à la fin de l'année scolaire 1972-1973, car les derniers élèves ont achevé leur scolarité en juillet 1973.

Corps enseignant au 1er janvier 1974

Luxembourg	101
Bruxelles	168
Mol	83
Varese	111
Karlsruhe	54
Bergen	36
	<u>553</u>

Le nombre de bacheliers des Ecoles européennes augmenté régulièrement. En 1973, 288 candidats se sont présentés aux épreuves du Baccalauréat européen : 253 candidats ont été reçus. Depuis 1959, date de la première session du Baccalauréat européen, 1.680 jeunes filles et jeunes gens ont achevé avec succès leurs études secondaires dans les Ecoles européennes.

Après ces brèves indications chiffrées, je voudrais commenter les principaux problèmes qui se posent actuellement dans le cadre des Ecoles européennes.

\* \* \*

I. PROBLEMES DES LOCAUX

a) Ecoles européenne de Luxembourg

La 2ème tranche des travaux au Kirchberg est achevée :

L'Ecole a pu occuper, dès septembre 1973, le bâtiment destiné aux classes secondaires. Le nouveau bâtiment lui permet de faire face aux besoins qui résultent de l'élargissement des Communautés européennes. Il s'agit d'une construction spacieuse et fonctionnelle, parfaitement adaptée aux nécessités de l'enseignement.

Lorsque la salle de gymnastique et la cantine seront achevées

L'Ecole européenne de Luxembourg disposera d'un complexe scolaire modèle et les problèmes des locaux seront résolus pour elle.

Je tiens une fois encore à remercier très chaleureusement le gouvernement luxembourgeois et sa délégation pour leur effort exceptionnel en faveur de l'Ecole européenne. Je tiens à souligner la rapidité des travaux et le respect exemplaire des délais qui méritent les plus vifs éloges.

\* \* \*

b) Ecole européenne de Bruxelles

C'est toujours l'Ecole européenne de Bruxelles qui connaît la situation la plus difficile. Comme vous le savez, faute de place, les enfants âgés de moins de 5 ans n'ont pas pu être admis depuis plusieurs années à la section maternelle.

Cependant la construction d'une première tranche des bâtiments de l'annexe de l'Ecole européenne de Bruxelles à Woluwé-St-Lambert progresse de façon satisfaisante. Les nouveaux locaux seront, sauf obstacle imprévu, achevés en été. Leur occupation en septembre prochain par les classes primaires et maternelles dédoublées atténuera provisoirement les difficultés de l'Ecole européenne de Bruxelles.

Cependant le développement de cette école est si rapide et si important qu'il convient de se préoccuper déjà de la 2ème tranche des travaux. Normalement un bâtiment supplémentaire, destiné aux classes dédoublées des trois premières années du secondaire, devrait être construit pour septembre 1976. Entre-temps la salle de gymnastique et le terrain de sports devraient également être prêts.

La croissance des effectifs de l'Ecole est telle que les problèmes de locaux ne pourront être résolus que très progressivement. Une amélioration sensible doit cependant intervenir cette année, avec l'ouverture de l'annexe de Woluwé.

Je tiens à remercier très chaleureusement le gouvernement belge et en particulier le Ministre des Travaux Publics pour l'effort considérable et ininterrompu qu'il entreprend, en construisant pratiquement une deuxième Ecole européenne à Bruxelles.

\* \* \*

c) Ecole européenne de Varese :

Comme je l'ai déjà signalé dans plusieurs rapports précédents, l'Ecole européenne de Varese souffre d'un manque de locaux très sensible. Cette situation prendra fin sans doute très prochainement.

Le gouvernement italien fait construire pour l'Ecole européenne de Varese une annexe qui sera implantée à Brebbia et dont la mise en service améliorera sensiblement les conditions de fonctionnement de l'Ecole européenne de Varese. L'Ecole disposera en effet des locaux dont elle a besoin, et pour certains élèves les trajets quotidiens en autobus seront sensiblement réduits.

\* \* \*

Je voudrais saisir l'occasion qui m'est offerte ici pour remercier le gouvernement italien de la décision qu'il a prise en faveur de l'Ecole européenne de Varese et de l'appui qu'il n'a jamais cessé de lui accorder.

\* \* \*

d) Ecole européenne de Bergen

Dans ces derniers rapports de rentrée le Directeur de l'Ecole européenne de Bergen a déjà attiré l'attention du Conseil supérieur sur la nécessité d'agrandir l'école. Le gouvernement néerlandais, fidèle à sa promesse de l'an dernier, a décidé de construire les bâtiments nécessaires au fonctionnement de l'Ecole européenne de Bergen.

La première tranche des constructions devrait être achevée en automne 1975.

Que le gouvernement néerlandais trouve ici l'expression de ma gratitude pour sa volonté de respecter ses engagements et pour son souci du bon fonctionnement de l'Ecole européenne de Bergen.

\* \* \*

e) Ecoles européennes de Mol et de Karlsruhe

Aucun problème de locaux ne se pose actuellement dans ces deux écoles.

\* \* \*

\*

D'une façon générale, il est réjouissant de constater que la situation des locaux s'améliore ou est sur le point de s'améliorer dans l'ensemble des Ecoles européennes.

Sans doute le jour n'est-il pas proche où le Représentant du Conseil supérieur pourra dans son rapport annuel signaler que tous les problèmes de locaux sont résolus ; mais l'effort que les gouvernements ont entrepris ces dernières années pour satisfaire les besoins des Ecoles européennes mérite d'être souligné. Il est une preuve à la fois du développement des Ecoles européennes et de l'intérêt que les Etats-membres leur portent.

\* \* \*

## II. ELARGISSEMENT DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Les sections anglaise et danoise créées dans les Ecoles européennes de Luxembourg et de Bruxelles à la suite de l'élargissement des Communautés européennes se sont développées à un rythme très rapide.

Pour la section anglaise à côté des classes primaires et maternelles se sont ouvertes les trois premières classes secondaires. Pour la section danoise le problème de l'ouverture du cycle secondaire est désormais posé et fait d'ailleurs l'objet d'un point spécial de l'ordre du jour.

Le nombre d'élèves a augmenté de façon très sensible dans la section anglaise, comme le montrent les chiffres ci-après :

	<u>janvier 1973</u>	<u>janvier 1974</u>
EE de Luxembourg	13	90
EE de Bruxelles	44	231
<b>TOTAL</b>	<b>57</b>	<b>321</b>

Je tiens à remercier les gouvernements des nouveaux Etats-membres pour la diligence avec laquelle ils ont désigné les enseignants qu'ils ont détaché auprès des Ecoles européennes et pour le soin qu'ils ont mis à les choisir.

Je suis heureux de pouvoir signaler aussi que les problèmes que pose l'intégration de nouveaux membres ont pu trouver dans la plupart des cas une solution, grâce à la bonne volonté générale. Je voudrais en particulier remercier les délégations des nouveaux membres pour la volonté de s'intégrer dans la structure des Ecoles européennes qu'elles ont manifesté dès nos premiers contacts. L'arrivée des nouveaux partenaires a été très fructueuse. Ceux-ci ont voulu respecter le travail qui a été fait depuis plus de vingt ans dans les Ecoles européennes, mais en même temps ils ont apporté le résultat de leur propre expérience, qui ne manquera d'être bénéfique pour tous.



### III. RAPPORTS AVEC LE PARLEMENT EUROPEEN

Au cours de sa réunion des 6 et 7 décembre 1973, le Conseil supérieur m'a donné mandat de prendre contact avec la Commission des Affaires Culturelles et de la Jeunesse du Parlement européen afin que s'institue le dialogue souhaité par cette haute Assemblée (voir p. 44 du compte rendu de la réunion des 6 et 7 décembre 1973).

Je ne suis pas encore en mesure de rendre compte au Conseil supérieur des résultats des contacts qui devraient être noués avec le Parlement européen. En effet j'ai écrit à deux reprises au Secrétariat de la Commission des Affaires Culturelles et de la Jeunesse afin d'établir ce contact, en précisant que je me tenais à la disposition des membres de la Commission pour les informer sur les Ecoles européennes. Au moment où le présent rapport est rédigé, je n'ai pas encore reçu de réponse.

Je dois signaler d'autre part qu'au début de l'année un groupe de travail de cette Commission a rendu visite à l'Ecole européenne de Bruxelles, ce qui confirme l'intérêt que le Parlement porte aux Ecoles européennes.

### IV. PROBLEMES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

#### a) Statut du personnel enseignant

Le Conseil supérieur a approuvé par la voie de la procédure écrite les propositions du Comité administratif et financier relatives aux émoluments du personnel enseignant (document 73-D-299/1 du 19 octobre 1973 et document 74-D-31/1 du 28 janvier 1974).

Conformément à la décision du Conseil supérieur les nouvelles dispositions ont été appliquées dans les Ecoles européennes avec effet les unes au 1er juillet 1972, les autres au 1er juillet 1973.

Le Conseil supérieur a également approuvé par la voie de la procédure écrite les propositions du Comité administratif et financier relatives aux barèmes des traitements du Représentant du Conseil supérieur (document 73-D-309/1 du 19 octobre 1973 et document 74-D-41/1 du 28 janvier 1974).

En outre par règlements du 14 mai 1973 et du 28 décembre 1973 le Conseil des Ministres des Communautés européennes a modifié les coefficients correcteurs applicables aux différents sièges. Conformément à l'article 23 du Statut du personnel enseignant les nouveaux coefficients correcteurs ont été également appliqués aux enseignants avec effet pour la première décision au 1er janvier 1973 et pour la 2ème décision au 1er juillet 1973.

Belgique	<u>Anciens coefficients</u>	<u>Coefficients appliqués à partir du 1.7.73</u>	<u>Coefficients appliqués à partir du 1.7.73</u>
Belgique	108,90	112,8	117
République Fédérale d'Allemagne	103,98	107,4	112,5
Italie	105,48	111,1	118,4
Grand-Duché de Luxembourg	108,90	112,8	117
Pays-Bas	109,56	112,8	118,4

b) Présentation des documents dans toutes les langues

A la suite de la décision du Conseil supérieur de mai 1973 qui prévoyait que les documents destinés au Conseil supérieur et aux Comités préparatoires devraient être présentés dans toutes les langues officielles, le personnel du secrétariat nécessaire à cet effet a été recruté.

Actuellement tous les documents sont présentés en allemand, en français, en italien et en néerlandais. Des difficultés subsistent encore pour l'anglais et surtout pour le danois, car pour ces langues les services linguistiques de la Commission sont surchargés et n'ont pas encore pu, à ma connaissance, recruter tous les effectifs nécessaires. J'espère cependant que la situation s'améliorera et que l'an prochain, tous les documents pourront également être présentés dans ces langues.



Je tiens à remercier très vivement les services compétents de la Commission et, en particulier, M. VERPLOEG, le représentant de la Commission dans le Conseil supérieur, pour l'aide précieuse et décisive qu'ils ont accordée au secrétariat du Conseil supérieur aussi bien en ce qui concerne la traduction des documents qu'en ce qui concerne le tirage des stencils ou la reproduction des documents par off-set.

c) Financement du budget de l'Ecole européenne de Luxembourg

Au cours de sa réunion de décembre 1971 le Conseil supérieur a décidé d'appliquer pour le financement du budget de l'Ecole européenne de Luxembourg les règles qui sont appliquées aux autres Ecoles européennes. Cette décision a pour effet d'éliminer pour l'avenir les difficultés que le Représentant du Conseil supérieur a signalées dans son rapport de 1970.

Cependant il reste encore un vestige de l'ancien système : quelques Etats-membres ont encore auprès de l'Ecole européenne de Luxembourg des comptes débiteurs, qui se résorbent... mais lentement. Je les prie de bien vouloir verser le plus rapidement possible les montants qu'ils doivent encore et qui ne sont d'ailleurs plus très élevés.

\* \* \*

V. PROBLEMES PEDAGOGIQUES

a) Réforme de l'école maternelle

Sur base du rapport établi par Monsieur l'Inspecteur Général CHRISTIAENS, qui entre-temps a pris sa retraite, le Conseil supérieur a arrêté en décembre 1972 les principes d'une réforme de l'école primaire et de l'école maternelle. Il a chargé le Comité pédagogique de la mise en oeuvre de ces principes.

A la suite du mandat du Conseil supérieur, le Comité pédagogique a arrêté un plan cadre d'activités pour l'école maternelle, qui a été publié dans le Bulletin pédagogique n° 38.

Je tiens à remercier très vivement le Comité pédagogique pour le travail important qu'il a mené à bon terme. Désormais la réforme de l'école maternelle peut être mise en application dans les classes.

Il convient de remarquer qu'à tous les stades de la discussion les enseignants eux-mêmes ont été et seront associés à la réforme. Leur apport a été toujours d'un grand intérêt.

b) Réforme de l'école primaire

A la suite du mandat du Conseil supérieur, rappelé sous a) ci-dessus le Comité pédagogique poursuit très activement la rédaction d'un document concernant l'application de la réforme de l'école primaire.

Je sais que les travaux préparatoires sont déjà avancés. Le Comité pédagogique se réunira au début du mois de juin dans l'espoir d'arrêter les directives pour l'application des principes de base approuvés par le Conseil supérieur en décembre 1972.

VI. TRAVAIL DES COMITES DE PREPARATION

Les Comités de préparation c'est-à-dire le Comité pédagogique et le Comité administratif et financier ont poursuivi la tâche importante qui leur est impartie. Ils ont étudié les problèmes de plus en plus nombreux qui leur sont soumis et dans bien des cas ils sont parvenus à proposer des solutions au Conseil supérieur. Leur travail a une importance capitale pour le déroulement des réunions du Conseil supérieur. Il permet à celui-ci d'approuver en point A toute une série de propositions et de concentrer son attention sur les problèmes les plus délicats. Il contribue largement à clarifier les discussions et à limiter leur durée.

Il informe le Conseil supérieur des différents aspects des problèmes qui se posent et le met en mesure de prendre des décisions en parfaite connaissance de cause.

Je crois que le rôle des Comités préparatoires est fondamental dans le fonctionnement des Ecoles européennes et je suis certain de parler au nom du Conseil supérieur tout entier en leur adressant de chaleureux remerciements pour leur aide efficace.

Je voudrais en outre attirer l'attention du Conseil supérieur sur certains problèmes qui se posent au Comité pédagogique. Sa tâche devient particulièrement lourde, non seulement parce qu'il doit préparer des réformes dans presque tous les domaines, mais aussi parce qu'il doit veiller à leur mise en application.

Pour avoir assisté à la plupart des réunions du Comité pédagogique et pour avoir eu l'occasion de parler avec ses membres, j'ai pu me rendre compte que les problèmes qu'ils rencontrent dans l'accomplissement de leur tâche deviennent de plus en plus lourds. Par plusieurs d'entre eux il devient impossible de s'acquitter à la fois des tâches qu'ils ont encore dans leur pays et des obligations de plus en plus nombreuses qu'ils ont dans leurs fonctions de conseillers dans les Ecoles européennes. C'est pourquoi je voudrais proposer au Conseil supérieur de recommander aux gouvernements de décharger davantage les Inspecteurs de leurs tâches nationales, de manière à leur permettre d'exercer dans de bonnes conditions leur mission auprès des Ecoles européennes.

D'autre part le Règlement intérieur des Conseils d'inspection a été arrêté en 1957. Il est clair que de nombreux changements sont intervenus en 17 ans et que le texte établi alors n'est pas adapté à la situation actuelle. Aussi me semble-t-il que le moment est venu de le revoir. C'est pourquoi je propose au Conseil supérieur de donner aux Conseils d'inspection le mandat de préparer une révision de leur Règlement intérieur.

## VI. PROBLEMES DIVERS

### a) Bulletin pédagogique

Le bulletin pédagogique reparait régulièrement depuis juin 1967. Depuis cette date 33 numéros et un numéro spécial, consacré au dixième anniversaire de l'Ecole européenne de Bruxelles, ont été publiés.

Je souhaiterais que les enseignants fassent part au Bulletin pédagogique de leurs expériences et des résultats obtenus, même s'ils sont modestes de sorte que ce Bulletin soit un véritable forum de la vie des Ecoles européennes.

### b) Fonds des Publications

Le Fonds des Publications des Ecoles européennes poursuit la préparation d'un Atlas et d'un manuel d'histoire en langue mallemande destiné à la 5ème année secondaire. L'atlas sortira de presse en septembre 1974.

La publication du manuel d'histoire contemporaine pour la 7<sup>ème</sup> année, qui est actuellement expérimenté sous forme de notes stencillées, est également un des objectifs du Fonds. Mais aucune date de parution ne peut encore être indiquée.

### c) Réédition des horaires et des programmes

Les horaires et les programmes des Ecoles européennes, qui n'avaient plus été publiés depuis 1963, ont été réédités en langue française. L'édition allemande sera prête très prochainement et en tout cas avant les vacances d'été.

La traduction du document vers les autres langues est en cours et j'espère qu'il sera possible de le publier en italien et en néerlandais dans le courant de l'année 1975.

La traduction vers l'anglais et le danois demandera plus de temps.



d) Reunion des conseils interscolaires

Je ne voudrais, pas une fois encore, manquer de souligner le travail important des conseils interscolaires. Groupant les représentants des différentes écoles par discipline, ils poursuivent leur travail de préparation des projets de réformes. Dans de nombreux domaines ils ont apporté une contribution fructueuse à l'amélioration de l'enseignement des Ecoles européennes. Par leurs réunions ils contribuent également à renforcer la cohésion entre les six Ecoles européennes, dont l'unité doit demeurer une de nos préoccupations principales.

e) Calendrier des vacances des Ecoles européennes

Le Conseil supérieur a arrêté en 1967, l'organisation des vacances des Ecoles européennes. L'application de ce calendrier donne de plus en plus de difficultés dans les Conseils d'administration en partie parce qu'il plus adapté à la situation actuelle, en partie parce que certaines dispositions gagneraient à être précisées.

Je propose au Conseil supérieur de donner mandat à son Représentant de préparer un projet de calendrier après avoir consulté les Conseils d'inspection, la Commission, le Comité du personnel et les Associations de Parents d'élèves.

\*

\*

\*

Arrivé à la fin de ce rapport je tiens à exprimer mes très vifs remerciements à tous les membres de la grande famille des Ecoles européennes, qui chacun à son poste ont contribué et contribuent au succès de l'entreprise commune. J'ai déjà eu l'occasion de citer les Comités préparatoires et les Conseils interscolaires et je leur renouvelle mes remerciements. Ma gratitude va également aux Directeurs qui ont la très lourde responsabilité d'assurer la bonne marche d'écoles complexes et de résoudre chaque jour les problèmes souvent délicats qui se posent ; elle s'adresse aux enseignants qui ont la responsabilité directe de nos jeunes gens et jeunes filles et dont dépend en tout premier lieu le succès ou l'échec de l'entreprise ; elle s'adresse une fois de plus aussi aux Associations de Parents d'élèves, qui ont continué à apporter une collaboration très positive aux Ecoles européennes et au Comité du personnel dont les activités, loin de se limiter à la défense des intérêts matériels des enseignants, constituent un des éléments moteurs du progrès de notre enseignement.

Bien entendu, last but not least, mes remerciements s'adressent au Conseil supérieur lui-même qui accorde une attention constante au développement des Ecoles européennes et à la qualité de leur travail.

\*

\*

\*